

Texte  **FINANCE** lundi 16 mai 2011

# Les banquiers centraux refaçonnent le FMI

Yves Hulmann zurich



**Philipp Hildebrand, président de la BNS:** «Pour délivrer un message crédible, l'expertise du FMI doit être au-delà de toute suspicion de manipulation politique.»

archives - © reuters/ruhen zurich

## > Congrès Entre les adeptes du statu quo et ceux qui veulent octroyer plus de pouvoirs au Fonds, les positions restent irréconciliables

De la Grèce à l'Irlande, le Fonds monétaire international (FMI) est intervenu sur tous les fronts depuis la crise financière et celle de la dette en Europe. Au fil des années, l'organisation qui compte 187 pays membres s'est vu attribuer des compétences toujours plus larges. Mais l'accroissement des tâches confiées au FMI fait aujourd'hui débat. Faut-il lui octroyer des responsabilités supplémentaires en matière de surveillance des marchés financiers ou le Fonds doit-il se limiter à un rôle plus subsidiaire?

Le rôle futur de l'organisation et de nombreux autres thèmes liés à la politique économique et monétaire ont été au cœur des débats de la conférence organisée la semaine dernière à Zurich par le FMI et la Banque nationale suisse (LT du 11.05.2011). Outre Dominique Strauss-Kahn, le directeur du FMI désormais inquiété par la justice américaine en raison d'une affaire de mœurs qui a éclaté samedi, la direction de la BNS et de nombreux banquiers centraux y ont pris part. Le Temps revient sur quelques-unes des idées formulées par les

~~participants, dont les propositions sont rapportées et anonymisées,~~  
conformément aux règles de cet événement. Vers le haut

### Faut-il élargir les compétences du Fonds?

L'objectif premier du FMI était de veiller à la stabilité du système monétaire international. L'élargissement progressif des mandats qui lui sont attribués divise. D'après un participant, le Fonds ne doit intervenir que si les autres possibilités ont été épuisées. «Ne pas intervenir trop fréquemment et pas trop longtemps» est la devise à appliquer. Surtout, l'aide apportée par le FMI doit rester liée au respect de certaines conditions par les bénéficiaires des prêts. L'organisation ne doit pas se transformer en «fournisseur général de liquidités», redoute un autre intervenant. L'indépendance absolue de l'organisation est indispensable à sa crédibilité, a souligné Philipp Hildebrand, dans un discours diffusé sur le site de la BNS mardi. «Pour délivrer un message crédible, l'expertise du Fonds doit être au-delà de toute suspicion de manipulation politique», a-t-il averti.

### Quels moyens financiers?

Faut-il accorder plus de moyens au FMI? La capacité du Fonds à mobiliser d'importantes ressources est essentielle pour assurer sa crédibilité. Mais il est aussi possible d'accroître l'impact de ses interventions grâce à une meilleure coordination entre institutions. Autre alternative évoquée plutôt qu'un renforcement du FMI: l'action des banques centrales devrait être mieux coordonnée par le biais de la Banque des règlements internationaux (BRI).

A noter que les moyens attribués au FMI ont été considérablement renforcés suite à la crise financière. Le fonds émet un avoir de réserve internationale appelé «droit de tirage spécial» (DTS). Une sorte de monnaie propre à l'organisation basée sur les principales devises mondiales. Durant l'été 2009, le nombre de DTS émis par l'organisation a été multiplié par dix, portant le total de ses encours à plus de 200 milliards de DTS. A fin mars, la valeur de ces instruments était estimée à 324 milliards de dollars (289 milliards de francs), selon le FMI.

### Vers une coordination des politiques économiques?

Une meilleure coordination des politiques économiques sera indispensable à l'avenir, de l'avis de nombreux participants. Argument évoqué: l'intégration croissante des marchés financiers se poursuit, alors que la surveillance reste, elle, de la compétence des seuls Etats. De même, l'inflation est devenue un phénomène global, d'où la nécessité de mieux coordonner l'action des Etats. L'accélération de l'inflation, induite par l'envolée du prix des matières premières, ne peut plus être maîtrisée de manière locale. «L'inflation est aujourd'hui un mal public global», résume un expert.

Les défenseurs d'une action concertée en matière de politique économique étaient surtout nombreux dans le camp européen, mais rarement issus des autres continents. Face à la crise de la dette qui secoue la zone euro, les adeptes d'une plus forte intégration des politiques budgétaires ont fait entendre leur voix. Avec toujours ce même message: «Il n'est pas possible

« Il n'y a pas de union monétaire sans une politique fiscale commune. » Et si certains pays de la zone euro n'ont pas envie de se plier aux conditions imposées par l'UE ou le FMI, ils n'ont plus d'autre choix que de s'y conformer. Plus crûment, un intervenant estime que « les pays qui ont rejoint la zone euro auraient dû réfléchir à ces questions plus tôt ».

Malgré tout, le scepticisme à propos des chances d'une meilleure coordination des politiques économiques a dominé la réunion de mardi. En outre, beaucoup estiment que les marchés, par le biais des taux des emprunts étatiques, sont plus à même d'imposer une discipline aux Etats. La crainte envers les marchés est ce qui discipline le plus fortement les pays, a jugé un expert.

### **Liquidités et risques**

En réponse à la crise, certains souhaitent accroître les réserves de liquidités à la disposition du FMI et d'autres organisations. Mais si injecter des liquidités sur les marchés est une chose, les résorber ensuite en est une autre. Les politiques d'assouplissements quantitatifs mises en place par les Etats-Unis expliquent l'envolée du prix des matières premières.

### **Quel substitut au dollar?**

La suprématie du dollar vacille. Pour autant, le billet vert va-t-il disparaître comme monnaie de référence? Cette conclusion serait très hâtive, comme l'illustre l'évolution du rôle de la livre sterling tout au long du siècle dernier. A partir des années 1930, la monnaie britannique a perdu son statut de devise internationale par excellence, entamant un long déclin. Mais le mouvement s'est inversé ensuite et la devise britannique a regagné du terrain. De l'avis des participants, l'évolution vers un système « multipolaire » sur le marché des changes, constitué d'un panier de plusieurs devises, n'est pas à attendre à court terme.